



## Les vœux d'UPM pour cette nouvelle année !

Et voilà qu'il souhaite maintenant un avenir industriel sur le site de la chapelle !!! c'est beau non ?

Mr Schwab annonce à la commission industrielle ne plus vouloir être les « méchants » et vouloir s'inscrire dans le processus de reprise du site.....nous rappelons que jusqu'à présent UPM n'a jamais facilité l'accès aux informations sur l'usine

Et lâche deux minutes après qu'ils vont commencer à organiser les visites du site pour des repreneurs « parcellaire, morcellaire et éventuellement des morceaux de la machine ou des ateliers » !!! bon ok, rien ne change et à part des petits effets d'annonce : UPM prépare le démantèlement de notre usine !!!



Tout ça ressemble à une vaste comédie dramatique quand les services de l'Etat discutent des modalités de cession.... et éventuellement le Prix du site, UPM fait les gros yeux, et Claque un NON, on ne discutera pas du prix du site !!!

Beaucoup de monde leur rappelle que l'engagement avait été pris de donner justement cette fameuse information car... tous les efforts fournis par Business France et l'ADN ne serviront pas à grand-chose si on vend un truc sans connaître son prix !!!!

Ce ne serait qu'en « petit comité » d'après Schwab... et seulement s'il y a, un intérêt....

Bref UPM tiens bon et parfois fait les gros yeux...espérant peut-être impressionner quelqu'un autour de la table ?

**Nous avons gagné une petite bataille !**

Bien sûr pas encore notre beau combat, à savoir redémarrer la machine et le site mais ..... Un rayon de soleil en cette fin janvier :

Malgré les déclarations dans la presse et les contre déclarations venant de la préfecture, on peut déjà se demander qui met la pression et surtout : de qui vient-elle ?

Malgré les menaces et rappel du diktat d'UPM via notre Direction et surtout le RH en retraite qui n'a rien perdu de son esprit provocateur toujours contre nous mais aussi maintenant envers l'Etat.

Les réactions ont été unanimes et solidaires, tant de notre part, de notre UD CGT, de notre confédération CGT mais aussi le Préfet Nicolas Mayer-Rossignol, Hervé Morin et Sophie Gauguin, le DG de l'ADN (Agence de Développement de Normandie), de la Maire de Grand-Couronne, du Président du Conseil Départemental Bertrand Bellanger, des ingénieurs de Mines du Conseil Général de l'économie (qui ont validé les orientations industrielles de nos études), les députés Stéphanie Kerbahr, Hubert Wulfranc de la mission parlementaire sur la filière de recyclage des papiers (dont ses membres considèrent que la réindustrialisation pour notre usine est non seulement possible mais qu'elle constituerait un exemple et un moteur de réhabilitation de l'ensemble de la filière), de la rapporteure de la délégation interministérielle Chloé Ridel missionnée par la Ministre de l'industrie Agnès Pannier-Runacher et Bruno Le Maire, de Madame la Commissaire à la réindustrialisation, de Business France et FEDEREC et son Président de la filière Papier/Carton Stéphane Panou pour sauver notre Chapelle Darblay.

On n'a pas fait tout ça pour que ça s'arrête comme ça, c'est hors de question, il y a encore du boulot à faire au moins jusque-là date symbolique du 30 juin. Des possibilités existent vraiment, des moyens vont être mis au grand jour afin de faciliter au maximum la venue d'un ou plusieurs repreneurs carton et pâte.

Après bien des prises de paroles et surtout le soutien de toutes les autres parties, la préfecture réaffirme son soutien à ce que la commission industrielle pour sauver la Chapelle Darblay continue son travail de prospection jusqu'au mois de juin... au moins !!!

Notre but qui commence à trouver de réels soutiens : redémarrer ce site Oh combien symbolique mais aussi surtout écologique et d'économie circulaire.

Et nous n'avons pas oublié de rappeler encore et toujours la catastrophe économique et écologique si le site de redémarre pas et donc la grande question : qui va payer pour le traitement de plus de 350 000 000 kgs de papier qui sortent de vos poubelles jaunes ???

Pour finir, nous considérons comme bonnes nouvelles, l'Etat met sur la table les aides chiffrées aux futurs repreneurs et la métropole a évoqué la préemption du site !!

De plus en plus nombreux à vouloir sauver le site, on va gagner, **on ne lâche rien.**